

**Conseil économique et social**

Distr. générale
29 juin 1999
Français
Original: anglais

Session de fond de 1999

Genève, 5-30 juillet 1999

Point 14 h) de l'ordre du jour

**Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme :
droits de l'homme****Rapport de la Haute Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme****Table des matières**

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-8	3
II. Renforcer les engagements pris en faveur des droits économiques, sociaux et culturels	9-14	4
Ratifications	9-11	4
Contenu des obligations	12-13	5
Déclaration sur le droit au développement	14	5
III. Renforcer l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels	15-27	6
Besoins déterminants	15-16	6
Organismes intergouvernementaux	17-20	6
Organes de suivi des traités	21-24	7
Nouvelles approches méthodologiques	25-27	8
IV. L'assistance aux États en vue de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels	28-32	9
V. La constitution de partenariats	33-54	10
Coopération internationale	33-34	10
L'intégration des droits économiques, sociaux et culturels à l'échelle du système des Nations Unies	35-42	11

Coopération régionale	43–45	12
Coopération avec la société civile	46–49	13
Coopération avec le secteur des entreprises	50–54	14
VI. Conclusions	55–58	15

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis au Conseil économique et social en application de la résolution 48/141 de l'Assemblée générale datée du 20 décembre 1993 qui porte sur la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels. En 1993, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a demandé instamment que la jouissance de ces droits soit renforcée, et recommandé un effort concerté pour assurer leur reconnaissance aux niveaux national, régional et international. Deux ans plus tard, lors du Sommet mondial pour le développement social, les États se sont engagés à promouvoir l'intégration sociale fondée sur le renforcement et la défense de tous les droits de l'homme. Depuis qu'elle a pris ses fonctions, la Haute Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a insisté sur le fait que l'un de ses principaux objectifs était de faire fond sur ces engagements.

2. La célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme a fourni l'occasion idéale d'examiner, avec un regard nouveau, les principes de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables inscrits dans la Déclaration. La Déclaration et le Programme d'action de Vienne ont réitéré avec force que tous les droits de l'homme, civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, sont intimement liés et interdépendants. Cinquante ans plus tard, il apparaît encore plus évident que tous les droits de l'homme doivent être respectés avec la même détermination et la même conviction – liberté de parole et de croyance et libération de la peur et de la misère; droit à une justice équitable et droit à un gouvernement participatif et représentatif allant de pair avec le droit au travail, à la protection sanitaire, et à l'éducation.

3. Certains progrès ont été réalisés tant au niveau international que national sur la voie du renforcement des principes ayant servi de base à l'élaboration de la Déclaration universelle, laquelle, dans son article 22, dispose que : «Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays». Les efforts fournis par la communauté internationale se reflètent dans les résolutions et les nouveaux mandats de la Commission des droits de l'homme; dans les éclaircissements apportés par les organes chargés du suivi des traités quant au contenu des droits spécifiques, et dans l'activité accrue de certains éléments du système des Nations Unies ainsi que

d'autres organisations internationales pour améliorer l'exercice des droits de l'homme dans la vie quotidienne.

4. Malgré les progrès enregistrés, il demeure douloureusement évident que les droits fondamentaux à des conditions de vie décente, à l'alimentation, aux soins de santé primaires et à l'éducation, pourtant tous inscrits dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, font l'objet de multiples violations. Il suffit pour s'en convaincre de consulter les données communiquées récemment par les Nations Unies. Le *Rapport sur la situation des enfants dans le monde en 1999*, publié par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, indique que près d'un milliard de personnes, soit un sixième de l'humanité, sont des analphabètes fonctionnels qui aborderont le XXI^e siècle sans pouvoir lire un livre ou signer leur nom. Les deux tiers de ces personnes sont des femmes. Dans son rapport annuel pour l'année 1998, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial déclare que, à une époque où l'on dispose d'assez de vivres pour nourrir la population mondiale, 830 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique. Nous vivons dans un monde où certains laissent perdre la nourriture pendant que d'autres meurent de faim. Le *Rapport mondial sur le développement humain* de 1998 publié par le Programme des Nations Unies pour le développement fait apparaître la froide réalité : sur les 4,4 milliards d'habitants des pays en voie de développement, près des trois cinquièmes sont privés d'équipements sanitaires de base, près du tiers n'ont pas accès à de l'eau salubre, un quart ne sont pas convenablement logés, un cinquième ne disposent pas de services de santé modernes, un cinquième des enfants ne sont pas scolarisés, et près d'un cinquième ont un apport alimentaire en protéines et en calories inférieur à ce qu'il devrait être.

5. Un des domaines qui appelle une action urgente est celui de l'élimination de l'extrême pauvreté. Le dernier rapport de la Banque mondiale indique que la crise financière et économique récente a fait basculer de larges segments de population dans l'état de pauvreté – considéré par la Banque mondiale comme correspondant à un revenu inférieur à un dollar par jour. Les victimes de la pauvreté sont en fait privées de presque tous leurs droits – non seulement du droit à l'alimentation, aux soins de santé et au logement mais également du droit de participer à la vie politique; d'avoir accès à l'information et à l'éducation, à une justice équitable et aux prestations normales des citoyens. Ces conditions se trouvent aggravées pour les couches les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants qui, dans certaines parties du monde, sont de plus en plus exploités par le biais du trafic, du travail forcé et de la prostitution. Le rapport de la Banque mondiale fait état de l'échec des stratégies écono-

miques destinées à lutter contre la pauvreté et demande de nouvelles approches tenant compte des aspects sociaux.

6. La mondialisation des marchés, des capitaux, des communications et de la technologie change la face du monde, ouvre de nouvelles opportunités et crée des défis nouveaux. Ces transformations ont des retombées indéniables pour des millions de personnes dans toutes les régions, mais il est indéniable aussi que, en partie à cause de ce processus complexe, des populations encore plus nombreuses se trouvent marginalisées tant économiquement que socialement. Dans les pays en développement comme dans les pays développés, il convient de mettre un terme à la situation actuelle où une faible proportion de la population détient la plus grande partie des richesses, tandis que les pauvres deviennent de plus en plus démunis. Une action efficace pour combattre la pauvreté et faire en sorte que la mondialisation profite à tous suppose des décisions difficiles de la part des gouvernements confrontés à de nombreuses priorités économiques et sociales et de la part de la communauté internationale qui doit utiliser rationnellement les ressources limitées dont elle dispose. Néanmoins, ces décisions peuvent être prises et doivent s'inscrire clairement dans le contexte des obligations internationales concernant les droits de l'homme.

7. Sans aucun doute, une action de grande ampleur reste nécessaire à tous les niveaux pour lever les obstacles, renforcer l'adhésion et mobiliser des ressources en vue d'assurer l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels. L'année 1999 qui marque le dixième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant est l'occasion d'appeler l'attention de tous sur les difficultés auxquelles les enfants sont exposés dans le monde entier. La communauté internationale devrait s'associer à l'action de l'UNICEF, du Comité des droits de l'enfant et de toutes les autres institutions concernées non seulement pour apporter aux enfants un peu d'espoir mais pour faire respecter leurs droits légitimes. Une réflexion et des initiatives ciblées, visant à améliorer l'accès à l'éducation, à la protection sanitaire et à un environnement social favorable au développement humain durable, doivent être considérées comme des buts communs qu'il faut atteindre dans l'intérêt de tous les enfants.

8. Le présent rapport donne un aperçu des faits nouveaux importants qui sont intervenus dans ce domaine au niveau international. Le Conseil économique et social, sur la base des activités menées sous son autorité, y compris par la Commission des droits de l'homme et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, souhaitera peut-être envisager la possibilité d'examiner l'évolution de la situation au niveau national afin de promouvoir les meilleures pratiques, d'identifier les besoins et de renforcer la coopération entre les gouvernements et les organisations actives dans les domaines

des droits de l'homme et du développement, ainsi que les autres protagonistes pertinents. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme fera tout ce qui est en son possible pour soutenir ces entreprises et aider les gouvernements à promouvoir et à défendre les droits économiques, sociaux et culturels.

II. Renforcer les engagements pris en faveur des droits économiques, sociaux et culturels

Ratifications

9. Les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des droits de l'homme dépendent dans une large mesure de l'état des engagements juridiques des États en ce qui concerne l'application et le respect des normes internationales. Depuis la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue en 1993, le nombre des États ayant ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a augmenté de 17 %, et s'élève à 141 au total. Ces ratifications récentes contribuent grandement à la mise en conformité du Pacte. Il importe toutefois de noter que plus d'un quart de tous les pays n'ont pas encore ratifié cet instrument. Dans le contexte du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Secrétaire général et la Haute Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ont adressé des lettres conjointes à tous les chefs d'État pour les prier instamment de déployer tous les efforts possibles afin de ratifier les deux pactes et les quatre conventions principales relatives aux droits de l'homme, dans les cinq ans à venir. Une assistance technique et des services consultatifs concernant le processus de ratification peuvent être fournis par les Nations Unies aux pays qui en font la demande.

10. Outre le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme jouent un rôle direct ou indirect dans les engagements des États. La Convention sur les droits de l'enfant contient des dispositions destinées à protéger tous les droits de l'homme : droits civils et politiques, aussi bien que droits économiques, sociaux et culturels. Son acceptation quasi universelle montre que certains droits économiques, sociaux et culturels ont déjà une valeur juridique pour les enfants, c'est-à-dire pour plus de la moitié de l'humanité. Les États qui ont ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, lesquelles font toutes deux référence explicitement à des droits économi-

ques, sociaux et culturels spécifiques, sont juridiquement tenus d'appliquer ces droits. Douze pays seulement n'ont encore ratifié aucun de ces deux instruments. Les engagements juridiques internationaux concernant les droits économiques, sociaux et culturels forment donc un réseau nettement plus serré qu'on ne le supposerait en considérant seulement le nombre de ratifications du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

11. L'expérience montre que les engagements qui ne portent que sur une seule catégorie de droits de l'homme deviennent tôt ou tard un grave obstacle à l'application de tous les droits fondamentaux et, partant, au développement humain durable. C'est, *mutatis mutandis*, ce qu'on observe partout, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. La complémentarité des droits civils et politiques et des droits économiques, sociaux et culturels doit être pleinement reconnue si l'on veut que l'application de ces derniers soit adaptée aux besoins des populations et compatible avec les possibilités économiques réelles des États. L'appel à la ratification des instruments relatifs aux droits de l'homme qui traitent spécifiquement des droits économiques, sociaux et culturels devrait par conséquent être associé aux appels à la ratification des autres instruments.

Contenu des obligations

12. Les points de vue du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, qui sont exprimés dans ses Observations générales, contribuent à éclaircir le contenu des droits spécifiques et les conditions nécessaires à leur application et, de ce fait, apportent des précisions supplémentaires sur les engagements des États au titre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. À sa vingtième session, tenue en mai 1999, le Comité a examiné et adopté : l'Observation 11 (1999) intitulée «Plans d'action pour l'enseignement primaire (art. 14 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels)» et l'Observation générale 12 (1999) intitulée «Le droit à une nourriture suffisante (art. 11 du Pacte)¹». L'Observation générale 11 (1999) met l'accent sur l'importance des plans d'action nationaux pour l'enseignement primaire et demande aux États signataires qui n'ont pas encore pu mettre en place un enseignement primaire obligatoire et gratuit d'élaborer et d'adopter, dans les deux ans, un plan d'action détaillé pour atteindre cet objectif. Dans l'Observation générale 12 (1999), le Comité a affirmé que le droit à une nourriture suffisante était indissociable de la dignité inhérente à la personne humaine et indispensable à la réalisation des autres droits inscrits dans la Charte internationale des droits de l'homme. Il a souligné que la cause du problème de la faim et de la malnutrition n'était pas le manque de nourriture mais le fait

que les populations n'ont pas accès à la nourriture disponible. Il a déclaré que le Pacte est violé lorsqu'un État n'assure pas le minimum essentiel requis pour que l'individu soit à l'abri de la faim.

13. D'autres organes conventionnels vont au-delà du contenu officiel des normes définies dans chaque instrument et analysent les conditions sociales et économiques de leur application. Par exemple, à propos du droit à la vie, le Comité des droits de l'homme a évoqué des problèmes comme la malnutrition ou les épidémies, ce qui relie ce droit au droit à la nourriture et au droit à la santé, comme il est indiqué dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels². Le Comité des droits de l'enfant a aidé à identifier le rapport étroit entre l'application de ces droits et la suppression de l'exploitation économique. Le Comité attache une importance particulière à l'éducation qui réduit la vulnérabilité des enfants à toutes les formes d'exploitation. Tout en considérant les engagements pris par les États au titre des divers instruments comme autant d'obligations de respecter et de protéger les droits de l'homme, les organes conventionnels demandent à chaque pays de faire preuve de dynamisme à cet égard, y compris en fournissant une aide individuelle appropriée. Cela permet non seulement de préciser la teneur des engagements pris par les États dans les domaines sociaux et économiques mais de renforcer de plus en plus les liens entre les différentes catégories de droits de l'homme. Les organes conventionnels accordent une grande attention aux engagements de coopération pris par les États en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme. Par exemple, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a insisté sur le fait que les États parties devraient reconnaître le rôle essentiel de la coopération internationale et respecter leur engagement d'agir conjointement et séparément en faveur des droits économiques, sociaux et culturels (voir aussi les paragraphes 33 et 34).

Déclaration sur le droit au développement

14. Les résolutions des organismes intergouvernementaux des Nations Unies jouent aussi un rôle majeur pour ce qui est de la définition des responsabilités des États dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels. La Déclaration de 1986 concernant le droit au développement est l'une des plus importantes. En mettant l'individu au centre des activités de développement et en proclamant une vision intégrée de tous les droits de l'homme, elle fournit un moyen d'affirmer l'indivisibilité et la complémentarité des différentes catégories de droits de l'homme, et de reconnaître la promotion et la protection de tous ces droits comme le fondement et la mesure du développement durable. Cette déclaration fait

considérablement progresser la cause des droits économiques, sociaux et culturels.

et des critères pertinents pour les droits économiques, sociaux et culturels.

III. Renforcer l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels

Besoins déterminants

15. Il est très important d'avoir un tableau objectif et impartial de l'application des droits économiques, sociaux et culturels dans le monde. Un tel tableau est indispensable pour identifier les besoins et les nouvelles menaces, prévoir l'évolution de l'application des droits de l'homme à tous les niveaux et déterminer les domaines prioritaires et les méthodes de travail. L'ONU en a besoin pour orienter ses politiques et ses activités dans la bonne direction, notamment pour ce qui est du renforcement de la confiance et de la coopération technique au niveau national. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a souligné que «Le premier pas vers la concrétisation des droits économiques, sociaux et culturels consiste donc à prendre conscience de la situation réelle et à porter un diagnostic sur cette situation. Le suivi doit permettre de dresser un tableau détaillé de la situation réelle, qui servira à son tour de base à l'élaboration de politiques formulées et ciblées avec précision, avec définition de priorités correspondant aux dispositions du Pacte³».

16. L'indivisibilité des droits de l'homme impose, notamment, un renforcement des méthodes de suivi de l'application des droits économiques, sociaux et culturels. À l'heure actuelle, ces méthodes sont moins efficaces que celles qui ont été mises au point pour les droits civils et politiques, même si les analyses pertinentes incorporent de plus en plus souvent des données sociales et économiques provenant des organismes de développement. Au niveau international, on peut accomplir des progrès par les moyens suivants, entre autres : a) en assurant la place qui leur revient aux droits économiques, sociaux et culturels dans les travaux des organes intergouvernementaux des Nations Unies, en particulier la Commission des droits de l'homme; b) en intégrant les droits économiques, sociaux et culturels à tous les niveaux du dispositif mis en place pour les droits de l'homme; c) en renforçant les moyens d'appuyer le Comité des droits économiques, sociaux et culturels; d) en donnant au mécanisme mis en place par la Commission des droits de l'homme les moyens d'évaluer l'application du droit au développement; e) en adoptant un protocole facultatif relatif aux communications individuelles qui viendrait compléter le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; et f) en adoptant des approches méthodologiques qui rendent l'évaluation plus efficace, et notamment en élaborant des indicateurs

Organismes intergouvernementaux

17. Il est indispensable que, dans leurs programmes d'action, les organismes, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, accordent une place à la question des droits économiques, sociaux et culturels de façon à cerner les besoins existants dans leurs dimensions globale, régionale et nationale. Le Haut Commissaire des Nations Unies a proposé de tenir des réunions conjointes avec la Deuxième et la Troisième Commissions de l'Assemblée générale, de façon à étudier les divers aspects des droits économiques, sociaux et culturels. Durant la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, les deux Commissions se sont réunies pour examiner le rôle que l'ONU devrait jouer dans la lutte contre la pauvreté. Le Conseil économique et social a consacré son débat de haut niveau de 1999 à ce sujet. À sa cinquante-cinquième session, la Commission des droits de l'homme a organisé un dialogue spécial consacré au problème de l'exclusion sociale des enfants. De même, d'autres organes subsidiaires d'ECOSOC prêtent une grande attention à des domaines qui touchent à l'application des droits économiques, sociaux et culturels. Par exemple, dans ses conclusions concertées sur les services sociaux, la Commission du développement durable souligne : «investir dans les services sociaux, c'est contribuer à l'élimination de la pauvreté, à la paix, à l'équité et à l'égalité, au progrès et à la cohésion de la société, à la prospérité économique, à la création d'emplois productifs et à la pleine participation de tous les citoyens. À cet égard, il est primordial que les gouvernements fournissent ces services ou y assurent un accès universel et équitable, surtout en période de récession⁴».

18. Lors de sessions tenues récemment, la Commission des droits de l'homme a pris des mesures significatives pour renforcer, en matière de droits économiques, sociaux et culturels, la capacité d'exécution du programme de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Elle a nommé en 1998 la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation (qui a présenté son rapport initial à la cinquante-cinquième session de la Commission)⁵. L'action menée en ce qui concerne les aspects sociaux et économiques du développement revêt aussi une très grande importance pour les droits économiques, sociaux et culturels. On peut à cet égard citer les nominations des responsables suivants : l'expert indépendant sur le droit au développement; l'expert indépendant sur la question de l'extrême pauvreté; le Rapporteur spécial sur les effets de la dette extérieure sur l'exercice effectif des

droits économiques, sociaux et culturels; l'expert indépendant sur les effets des politiques d'ajustement structurel sur la jouissance effective des droits de l'homme; le Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants; la Rapporteuse spéciale sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme; le Groupe de travail sur le droit au développement; et le Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage. Il est indispensable que tous les titulaires de mandats relatifs à des procédures spéciales tiennent compte dans leurs analyses de l'incidence éventuelle des droits économiques, sociaux et culturels sur leur domaine d'intérêt principal.

19. Dans sa résolution 1998/72, la Commission des droits de l'homme a créé un nouveau mécanisme de suivi de la mise en oeuvre du droit au développement, qui fait notamment intervenir le Groupe de travail intersessions à composition non limitée et l'expert indépendant susmentionnés. L'expert indépendant est chargé de présenter au Groupe de travail, à chacune de ses sessions, une étude sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre du droit au développement. On peut voir dans ce mécanisme un outil important de suivi de la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels car le droit au développement englobe une approche intégrée de tous les droits de l'homme. Le Groupe de travail se réunira pour la première fois en septembre 1999.

20. La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a participé à des études menées pour contribuer à la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels. Il s'agissait notamment d'études sur le droit à une alimentation correcte (revue et mise à jour récemment), sur l'impunité dont jouissent les auteurs de violations des droits économiques, sociaux et culturels, sur les indicateurs concernant les droits de l'homme, sur les rapports entre droits de l'homme et distribution des revenus, et sur le droit à l'éducation. La Sous-Commission envisage également la création d'une instance des droits sociaux, économiques et culturels qui se réunirait durant sa session annuelle pour échanger des informations sur l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels; faire le point de situations de pauvreté, y compris les liens entre la répartition des revenus, la féminisation de la pauvreté et les droits de l'homme; et pour élaborer des principes directeurs sur les violations des droits économiques, sociaux et culturels.

Organes de suivi des traités

21. Entre sa création en 1985 et janvier 1999, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a examiné 155

rapports initiaux et 74 rapports périodiques ainsi que 60 rapports généraux, et il a mis au point des directives générales pour ce faire⁶. Le Comité expérimente également de nouvelles méthodes de travail. Il a axé ses premières missions dans des pays sur le droit à un logement décent⁷. Le programme de ses sessions comporte désormais toujours des débats généraux auxquels participent des experts, des représentants de programmes et d'institutions spécialisées ainsi que des rapporteurs spéciaux. Ces débats aident le Comité à mieux cerner la teneur des droits économiques, sociaux et culturels et à élaborer des méthodes plus efficaces pour les mettre en oeuvre. Les débats les plus récents du Comité ont porté sur le droit à l'éducation et le droit à l'alimentation.

22. Parce qu'il bénéficie de l'étude systématique de l'application des droits inscrits dans le Pacte et de l'apport de partenaires nationaux et internationaux, le Comité présente, pour le système des Nations Unies et pour la communauté internationale, une expertise d'un intérêt exceptionnel. Le Sommet mondial pour le développement social tenu en 1995 a estimé qu'il devait jouer un rôle important dans le suivi des aspects de la Déclaration et du Programme d'action qui ont trait au respect, par les États parties, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'action du Comité est cependant dans une large mesure déterminée par les ressources dont il dispose. À sa dernière session, lorsqu'il a évoqué le nombre considérable de rapports en souffrance, le Comité a souligné que, compte tenu du dispositif qui régit actuellement ses sessions, il lui faudrait trois années pour venir à bout de son travail⁸. Le Haut Commissariat a pris plusieurs mesures pour assurer un meilleur appui au Comité. Il a notamment adopté le Programme d'action visant à renforcer l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, que le Comité a adopté à sa quinzième session⁹. Ce programme d'action doit appuyer le processus de présentation de rapports et renforcer les capacités d'analyse de façon à ce que le Comité puisse exploiter pleinement les renseignements fournis, se tenir en rapport avec d'autres organismes, identifier les nouvelles tendances, les analyser et constituer des références qui serviront à élaborer les positions du Comité sur les grands problèmes dont il est saisi. D'autres mesures, et notamment une augmentation de la fréquence des sessions du Comité, doivent également être envisagées.

23. Bien que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels garde un rôle central dans le suivi de l'application de ces droits, d'autres organes de suivi des traités peuvent contribuer à ce processus et ils le font en accordant une attention particulière aux droits économiques, sociaux et culturels de groupes spécifiques ou dans des situations spéciales, ainsi qu'en analysant les aspects économiques,

sociaux et culturels de la réalisation d'autres droits. La coopération entre les organes de suivi des traités et les titulaires de mandats relatifs à des procédures spéciales est également d'une grande importance. L'application des droits économiques, sociaux et culturels figure aux ordres du jour respectifs des réunions annuelles des présidents d'organes de suivi des traités et de responsables désignés en vertu de procédures spéciales. Ces réunions ont coïncidé pour la première fois en mai 1999. Les présidents ont vigoureusement appuyé l'idée d'un atelier chargé d'élaborer des indicateurs et des critères devant servir à mesurer l'application du droit à l'éducation (voir le paragraphe 25 ci-dessous).

24. Alors que certains traités relatifs aux droits de l'homme lui accordent un rôle important, la procédure de communications individuelles n'est pas prévue par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Son but premier est de faire bénéficier les individus d'une protection internationale, mais les communications individuelles attirent en général également l'attention des organes de suivi des traités, et donc de la communauté internationale, sur ce qui se passe dans un pays donné. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a encouragé la Commission des droits de l'homme à poursuivre, en coopération avec le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, l'étude de protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels¹⁰. Après une série de débats, le Comité a soumis un projet de protocole facultatif sur les communications individuelles à la Commission des droits de l'homme, qui l'a transmis aux gouvernements pour observations. À ce jour, seul un petit nombre de gouvernements ont présenté leurs observations. Il est indispensable que ce processus s'accélère.

Nouvelles approches méthodologiques

25. La Déclaration et le Programme d'action de Vienne recommandaient d'envisager un système d'indicateurs pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, en tant qu'élément essentiel des efforts accomplis en vue de renforcer l'exercice de ces droits¹¹. La prise en compte des droits de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, dans le jeu d'indicateurs utilisés pour les bilans communs de pays, est un élément important du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui aboutira à une intégration concrète des droits de l'homme dans des projets coordonnés de l'ONU répondant particulièrement bien aux besoins des

États Membres¹². Le Haut Commissariat aux droits de l'homme participe à ce processus. Durant sa cinquante-cinquième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1999/25, dans laquelle elle a demandé au Haut Commissaire d'envisager la possibilité de d'organiser un atelier pour déterminer des critères de développement progressifs et des indicateurs relatifs au droit à l'éducation. Le Haut Commissariat est actuellement en train d'organiser cet atelier, et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels coopère à cette activité. D'autres organes de suivi des traités, des institutions spécialisées et des experts de la question seront également invités à participer.

26. À sa cinquante-cinquième session, dans la même résolution, la Commission des droits de l'homme a engagé à nouveau tous les États «à étudier l'opportunité d'élaborer des plans d'action nationaux définissant des mesures propres à améliorer la situation des droits de l'homme en général, en appliquant des critères expressément conçus pour assurer la satisfaction de l'essentiel des droits économiques, sociaux et culturels». Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a signalé qu'en ce qui concerne un certain nombre de domaines, tels que la réduction de la mortalité infantile, la généralisation de la vaccination des enfants, la consommation de calories par personne, le nombre d'individus par membre du personnel de santé, etc., les critères mondiaux sont d'un intérêt limité alors que des critères nationaux ou plus particularisés peuvent fournir une indication précieuse des progrès accomplis¹³. Pour éviter une souplesse inacceptable dans l'interprétation des engagements des États parties, le Comité équilibre cette considération avec l'idée que le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels énonce des obligations communes de base¹⁴. Pour étudier plus avant l'application de critères dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, le Haut Commissariat a organisé en mars 1998 une table ronde qui a rassemblé des universitaires et des praticiens de renom et à laquelle ont assisté un grand nombre de représentants des gouvernements et d'organisations non gouvernementales. Les travaux concernant les critères se poursuivent, et la question de leur applicabilité aux niveaux régional et sous-régional, notamment, est à l'étude.

27. Les organisations non gouvernementales et la société civile de manière générale sont de plus en plus impliquées dans le contrôle des développements sociaux et économiques. La communauté universitaire a apporté sa contribution au mécanisme des Nations Unies pour les droits de l'homme avec, notamment, l'élaboration des Principes de Limbourg sur la mise en oeuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1986) et des Principes de

Maastricht relatifs à la violation des droits économiques, sociaux et culturels (1997).

IV. L'assistance aux États en vue de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels

28. D'après une étude récente des programmes de coopération technique des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme effectuée par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à l'échelle du système, les droits économiques, sociaux et culturels sont de plus en plus reconnus comme étant à la base d'une grande variété d'activités des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organismes et programmes qui s'intéressent à des questions aussi diverses que l'alimentation, le logement, l'éducation, la santé et la culture considèrent de plus en plus les droits économiques, sociaux et culturels comme un ensemble de normes sur la base desquelles doit être déterminée la forme d'assistance offerte aux pays. Cette optique contribue à l'adoption d'une démarche plus individualisée et suivie dans le cadre des programmes de coopération technique et facilite également la coopération interorganisations dans l'assistance fournie aux États Membres. En collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le PNUD a mis au point un programme commun de renforcement des droits de l'homme, qui repose sur la promotion d'une optique axée sur le respect des droits de l'homme dans le cadre du développement humain durable, en particulier dans les domaines suivants : lutte contre la pauvreté, parité entre les sexes, protection de l'environnement, ressources en eau et moyens de subsistance durables; promotion de la ratification des principaux instruments relatifs aux droits de l'homme; promotion du dialogue mondial autour des répercussions de la mondialisation sur l'exercice des droits de l'homme; et assistance aux pays qui souhaitent renforcer leur capacité de promotion des droits de l'homme.

29. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme assure l'exécution d'un projet spécial qui vise à intégrer les droits économiques, sociaux et culturels dans tous les aspects des pratiques et procédures de coopération technique, comme l'a recommandé le Comité des droits économiques, sociaux et culturels¹⁵. En mars 1998, après avoir examiné la façon dont le projet était exécuté, un comité

de travail technique d'experts a proposé notamment que le programme comprenne des activités de formation et d'éducation/sensibilisation axées sur des publics cibles non traditionnels, tels que les responsables gouvernementaux participant à la prestation des services de base (à savoir, l'eau et l'éducation) et la fixation de normes relatives au pourcentage des ressources qui doivent être consacrées aux droits économiques, sociaux et culturels. L'application de ces recommandations est en cours, sous la responsabilité du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Les programmes de formation conçus pour renforcer les compétences propres de façon à intégrer les droits économiques, sociaux et culturels dans les projets de coopération doivent être exécutés tout au long de 1999 et 2000. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a également pris l'initiative de faire figurer les droits économiques, sociaux et culturels dans les manuels et les supports pédagogiques servant à ces programmes de coopération technique et activités sur le terrain. Ainsi, par exemple, des directives en vue de l'organisation des entretiens, élaborées récemment en vue de l'opération d'urgence au Kosovo et portées à la connaissance des partenaires du Haut Commissariat sur le terrain, font mention des droits aussi bien économiques, sociaux et culturels que civils et politiques.

30. Les institutions nationales indépendantes de défense des droits de l'homme, agissant conformément aux Principes de Paris (1991), jouent un rôle important dans la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels au niveau national, comme l'a souligné le Comité des droits économiques, sociaux et culturels dans son observation générale No 10 (1998). Le Comité a fait remarquer que ces institutions avaient déjà bien souvent entrepris des programmes en matière d'éducation et d'information, l'examen des lois existantes, l'identification de repères au niveau national, la réalisation de recherches et d'enquêtes, le contrôle du respect des normes en matière de droits de l'homme et l'examen des plaintes faisant état de violations de ces droits. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme accorde la priorité à la mise en place d'institutions nationales, ou lorsqu'elles existent déjà, à leur renforcement dans toutes les régions. Un manuel sur les droits économiques et sociaux à l'intention des commissions nationales des droits de l'homme est en cours d'élaboration afin de contribuer à l'intégration des droits économiques, sociaux et culturels dans les activités et programmes de ces commissions. En outre, le Haut Commissariat organise et coparraine plusieurs initiatives régionales de formation aux droits économiques, sociaux et culturels axées plus particulièrement sur les institutions nationales de défense des droits de l'homme. À sa dernière réunion, en avril 1999, le Comité de coordination des institu-

tions nationales a notamment abordé des questions comme la pauvreté, le problème des sans-abri et ses conséquences, les maladies mentales, les droits des populations autochtones et les politiques à adopter pour assurer l'égalité des chances des femmes.

31. La troisième réunion annuelle du Forum Asie-Pacifique des institutions nationales de protection des droits de l'homme (tenue en septembre 1998, en Indonésie) s'est penchée sur les effets de la crise économique récente sur les droits économiques, sociaux et culturels et a lancé un appel à tous les gouvernements pour qu'ils tiennent les engagements qu'ils ont pris en ce qui concerne l'indivisibilité des droits de l'homme, et notamment leur participation aux politiques et activités des institutions financières internationales et des forums économiques internationaux et régionaux, tels que l'Organisation mondiale du commerce et le Conseil de coopération économique Asie-Pacifique. Le Forum qui s'est tenu en mai 1999 aux Philippines, en partie à l'initiative du Haut Commissariat, a été l'occasion d'aborder les problèmes que pose l'intégration des droits économiques, sociaux et culturels dans les activités des commissions nationales de défense des droits de l'homme.

32. À l'occasion du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Haut Commissariat a lancé l'initiative appelée «Projet droits de l'homme ACT» (Aider les communautés tous ensemble) dont l'exécution est assurée conjointement par le Haut Commissariat et le PNUD avec l'appui des gouvernements. Dans le cadre de cette initiative, des microsubventions ont été offertes en faveur d'initiatives locales de promotion des droits de l'homme. Beaucoup de ces projets ont trait aux droits économiques, sociaux et culturels. Les résultats encourageants qu'ont donnés ces initiatives au cours de la première phase de l'exécution du projet en question ont conduit à la poursuite du projet avec l'appui du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les partenariats internationaux.

V. La constitution de partenariats

Coopération internationale

33. Faisant suite aux engagements pris en vertu de la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle de droits de l'homme a servi de point de départ à la coopération internationale en faveur des droits de l'homme conformément à son article 28, qui dit que toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la Déclaration puissent y trouver plein effet. Le Pacte international relatif aux droits

économiques, sociaux et culturels, de même que la Déclaration sur le droit au développement, reprennent ce principe.

34. Lors des grandes conférences et des sommets mondiaux qui se sont tenus au cours des années 90, la communauté internationale a réaffirmé sa volonté de développer la coopération dans le domaine des droits de l'homme. Certes, il appartenait à chaque État d'assurer au premier chef la réalisation de tous les droits de l'homme au niveau national, mais la communauté internationale n'en avait pas moins le devoir de répondre aux demandes d'assistance des États. C'est ce qu'a souligné la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993, qui déclare dans la première partie de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne que le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme est essentiel pour que les objectifs de l'Organisation des Nations Unies soient pleinement atteints. Dans l'engagement 1 pris dans la Déclaration de Copenhague adoptée au Sommet mondial pour le développement social en 1995, les gouvernements se sont engagés à créer de concert un environnement politique, juridique et administratif qui favorise la pleine réalisation des droits de l'homme. Les documents finaux des conférences et sommets mondiaux donnent également des indications importantes pour la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Le cadre de coordination du suivi des résultats des grandes conférences et sommets internationaux mis en place par le Conseil économique et social est un moyen d'intégrer encore davantage ces droits de façon concrète dans les activités à l'échelle du système des Nations Unies. Il est vital que l'examen de l'application des recommandations des conférences des Nations Unies et sommets mondiaux serve aussi à mettre l'accent sur les politiques et programmes conçus pour favoriser l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels.

L'intégration des droits économiques, sociaux et culturels à l'échelle du système des Nations Unies

35. Le programme de réformes du Secrétaire général qui réaffirmait que les droits de l'homme était une question intersectorielle qui concernait l'ensemble du système des Nations Unies a contribué à renforcer les efforts faits en faveur des droits économiques, sociaux et culturels. En inscrivant les droits de l'homme à l'ordre du jour de toutes les grandes instances dirigeantes des Nations Unies, le système tout entier est maintenant mieux à même de fournir un appui de fond en vue de leur application. Les conclusions concertées 1998/2 du Conseil économique et social mettaient

l'accent sur la nécessité d'assurer la coopération interorganisations pour promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels. Les rapports établis par le Secrétaire général en vue des sessions de fond du Conseil en 1998 et 1999 au sujet de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne et de ses conclusions concertées font le point des résultats de ce processus¹⁶.

36. La démarche axée sur le respect des droits de l'homme dont s'inspire la Déclaration sur le droit au développement est de plus en plus souvent considérée comme la base sur laquelle doit reposer la création d'un environnement international propice. Les organisations et programmes des Nations Unies prennent conscience que les normes internationales en matière de droits de l'homme fournissent des points de repère bien précis pour l'élaboration des politiques et l'action concrète, compte tenu de la reconnaissance de ce qui est dû aux détenteurs de droits et de la responsabilité correspondante de ceux à qui il incombe de respecter ces droits. Il est largement reconnu que, dans le domaine du développement, une démarche fondée sur le respect des droits est un gage de pérennité au même titre que la participation au développement et le partage de ses bienfaits dans un souci d'équité. Ainsi par exemple, dans le cadre du débat qu'a suscité la crise économique récente, on a souvent fait remarquer que les conséquences négatives de la crise sur les populations auraient pu être réduites, voire évitées, si une démarche fondée sur le respect des droits de l'homme avait été sérieusement envisagée en temps voulu. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme est prêt à travailler en étroite collaboration avec tous les partenaires qui fournissent un appui fonctionnel en vue de la prise en compte des droits de l'homme dans les politiques et activités socioéconomiques.

37. La question qui revêt notamment une importance fondamentale pour les droits économiques, sociaux et culturels est celle de la lutte contre la pauvreté. Les conclusions concertées adoptées par le Conseil économique et social en 1996 avaient pour but de guider les efforts faits à l'échelle du système pour lutter contre la pauvreté¹⁷. En 1998, le Comité administratif de coordination a adopté sa déclaration en faveur des mesures visant à éliminer la pauvreté, dont il considérait qu'elle était un engagement essentiel de la communauté internationale et constituait l'un des principaux objectifs du système des Nations Unies. Le Comité a insisté sur le fait que la pauvreté était l'absence de choix et de possibilités d'action et constituait une violation de la dignité humaine. Le PNUD, la Banque mondiale, la CNUCED, l'UNICEF et d'autres organisations et programmes avaient mis au point des projets en vue de l'élimination de la pauvreté. À la cinquante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme, l'expert indépendant sur l'extrême

pauvreté a présenté son premier rapport dans lequel elle recommandait notamment aux États d'offrir un revenu minimum garanti et de consacrer 0,7 % du budget national à l'aide publique au développement¹⁸.

38. Le Groupe des Nations Unies pour le développement, en tant que principal organe des Nations Unies chargé de l'élaboration des politiques et de la coordination dans le domaine du développement, est devenu l'un des principaux acteurs de la promotion de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme assure la présidence du Groupe spécial sur le droit au développement qui a vu le jour au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement et qui travaille notamment à l'élaboration d'une démarche propre aux Nations Unies pour renforcer la dimension droits de l'homme des activités de développement et à la mise au point d'un programme de formation portant sur le droit au développement et ses incidences sur le développement durable à l'intention du personnel des Nations Unies. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui a été conçu au départ comme cadre de référence pour les efforts que l'Équipe des Nations Unies doit continuer de déployer afin de répondre aux besoins prioritaires de certains pays en matière de développement, jouera un rôle essentiel dans le recensement des besoins à satisfaire afin d'assurer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels et la coordination des mesures prises pour répondre à ces besoins. De façon à appuyer ce processus, le Haut Commissariat a assuré l'élaboration de la partie du projet de directives du CAC à l'intention des coordonnateurs résidents qui porte sur les droits de l'homme.

39. En 1998, deux documents importants intégrant une démarche soucieuse de respect des droits de l'homme dans le développement ont été publiés. Le PNUD a publié un document directif portant sur l'intégration des droits de l'homme dans le développement humain durable et la Banque mondiale un document portant sur le rôle qu'elle doit jouer dans le développement et la promotion des droits de l'homme. Ces deux documents tiennent compte de la dimension droits de l'homme des activités de leur organisation, notamment dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, des ressources humaines, de la bonne gestion des affaires publiques et de l'état de droit. La multiplication des contacts entre ces deux institutions et le Haut Commissariat qui en est résultée montre que l'adoption d'une démarche intégrée en faveur des droits de l'homme et du développement économique et social est en train de devenir une réalité. La coopération entre le Haut Commissariat et le PNUD a débouché sur la signature d'un mémorandum d'accord en 1998 (voir également plus haut, par. 28). La dernière évaluation annuelle des résultats

des mesures prises montre que des progrès importants ont été faits dans la coopération entre les deux partenaires en faveur des droits de l'homme et du développement durable. En décembre 1998, le Haut Commissaire s'est rendu à la Banque mondiale pour mettre au point des modalités de coopération. Les représentants de la Banque mondiale participent aux travaux de la Commission des droits de l'homme et de certains de ses groupes de travail et ont de bonnes relations avec le personnel du Haut Commissariat.

40. Dans le cadre de l'application des recommandations du Sommet mondial sur l'alimentation qui s'est tenu à Rome le 15 novembre 1996, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a collaboré avec la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales¹⁹ et des experts en vue de définir la notion de droit à l'alimentation et les mesures à prendre pour assurer la réalisation de ce droit. Une réunion d'experts a été tenue à des fins de consultations à l'initiative du Haut Commissariat et de la FAO pour débattre des éléments fondamentaux de la notion de droit à l'alimentation (novembre 1998, Rome). La FAO a également fait paraître des publications portant sur ce droit. Le Haut Commissariat a accueilli une réunion du Sous-Comité de la nutrition du Comité administration de coordination à Genève en avril 1999 et, en coopération avec le Sous-Comité, a organisé un colloque sur les aspects politiques et fondamentaux de l'intégration des droits de l'homme dans les politiques et les programmes dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition²⁰.

41. En mars 1999, Habitat et le Haut Commissariat ont organisé conjointement une réunion de groupe d'experts sur les aspects pratiques du droit à un logement correct à Genève. Les participants ont identifié les domaines sur lesquels la communauté internationale devait se pencher de toute urgence et recommandé notamment la nomination d'un rapporteur spécial sur les droits en matière de logement et l'adoption de directives détaillées sur les déplacements aux fins du développement dans l'optique des droits de l'homme. Les organes conventionnels tels que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ont été encouragés à élaborer de nouvelles recommandations générales concernant le droit au logement. Il a également été convenu qu'Habitat et le Haut Commissariat mettraient au point un projet pilote sur le droit au logement dans le cadre d'un des programmes de promotion des droits de l'homme existant sur le terrain.

42. La coopération entre le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et le Haut Commissariat portant sur les aspects du développement qui ont trait à la santé a porté notamment sur la diffusion des

Directives internationales sur le VIH/sida et les droits de l'homme, l'étude et la réforme du droit pénal et des systèmes correctionnels en vue de la protection des droits des séropositifs, à l'initiative du PNUD et du Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, ainsi que la prise en compte des Directives internationales dans les politiques et activités des organes et programmes des Nations Unies. ONUSIDA demeure le chef de file de la coopération et de la coordination interinstitutions. Le PNUD intervient également dans ce domaine dans le cadre du renforcement des capacités nationales²¹.

Coopération régionale

43. Divers exemples illustrent les nombreux efforts déployés pour promouvoir et protéger les droits économiques, sociaux et culturels au niveau régional. On peut le constater dans le système de protection de ces droits prévu par la Charte sociale européenne, qui a également adopté un système de plaintes collectives. Un protocole additionnel à la Convention américaine relative aux droits de l'homme («Protocole de San Salvador») définit tous les droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux. En vertu de ce protocole, le droit de se constituer en syndicat et le droit à l'éducation sont assujettis à des pétitions individuelles. En adoptant la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, l'Organisation de l'unité africaine a intégré les droits économiques, sociaux et culturels et les droits civils et politiques dans un document unique. La Déclaration du Caire de 1990 sur les droits de l'homme dans l'Islam se réfère également à ces deux catégories de droits.

44. Les activités de promotion des droits de l'homme aux niveaux régional, sous-régional et national sont essentielles car fondées sur la connaissance qu'ont ceux qui sont sur le terrain des problèmes prioritaires à résoudre et des moyens à mettre en oeuvre. La coopération régionale devrait également aider à combler l'écart entre le nombre croissant de pays souhaitant faire appel à l'aide internationale et les ressources limitées dont disposent les institutions, notamment le Haut Commissariat, pour répondre à ces sollicitations. Tout en resserrant davantage ses liens de coopération avec les organisations régionales de défense des droits de l'homme, le Haut Commissariat entend donc intensifier son programme de coopération aux niveaux régional et sous-régional, lequel sera dans une large mesure axé sur les droits économiques, sociaux et culturels. L'expérience acquise dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe et par le biais des séminaires régionaux Asie-Pacifique, notamment les réunions tenues à Téhéran et à New Delhi en 1998 et 1999, respectivement, a clairement montré que cette méthode peut contribuer à renforcer l'efficacité des activités que mène

l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de la promotion et de la protection des droits de l'homme et à assurer une utilisation plus rationnelle des ressources disponibles. Les demandes et les informations émanant de toutes les régions témoignent du vif intérêt que suscite ce type de coopération régionale et sous-régionale.

45. Le septième Séminaire Asie-Pacifique pour la promotion et la protection des droits de l'homme s'est tenu à New Delhi en février 1999 sous l'égide du Haut Commissariat en coopération avec le Gouvernement indien et avec la participation de représentants de 30 pays de la région. Le Séminaire a identifié quatre grands domaines pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans cette région, à savoir : a) l'élaboration de plans d'action nationaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme et le renforcement des capacités nationales; b) l'éducation en matière de droits de l'homme; c) l'établissement d'institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme; et d) la définition de stratégies en vue de la réalisation du droit au développement et des droits économiques, sociaux et culturels. Les participants ont débattu des droits économiques, sociaux et culturels et ont ensuite recommandé qu'un séminaire intersessions sur le droit au développement et les droits économiques, sociaux et culturels s'attache notamment à définir des critères quantifiables; à identifier les obstacles à la réalisation de ces droits; et à proposer des mesures pertinentes visant à renforcer les capacités nationales en vue d'assurer la promotion et la protection de ces droits.

Coopération avec la société civile

46. Bien que les organisations non gouvernementales internationales s'intéressent souvent plutôt aux droits civils et politiques, elles ont depuis peu également entrepris de mener des campagnes en faveur de la promotion et de la protection des droits économiques, sociaux et culturels. Des organisations non gouvernementales comme OXFAM, le Centre pour les droits économiques et sociaux, le Centre on Housing Rights and Evictions et Food First International Action Network ne sont que quelques exemples des grandes organisations qui se sont dotées de compétences considérables dans ce domaine. Il est encourageant de constater que de plus en plus d'organisations non gouvernementales locales s'intéressent également aux droits économiques, sociaux et culturels.

47. Le Forum sur les droits de l'homme, organisé par l'organisation non gouvernementale Vienna plus five global, a longuement examiné les problèmes liés aux droits économiques, sociaux et culturels et a formulé un certain nombre de recommandations. Le Forum a souligné que ces droits n'é-

taient pas simplement des aspirations mais revêtaient le même statut, la même importance et la même signification pour la dignité humaine, le développement et le bien-être que les droits civils et politiques. Le Forum a mis tout particulièrement l'accent sur les effets préjudiciables de la mondialisation sur les droits économiques, sociaux et culturels et sur la nécessité de remédier à cette situation.

48. En février 1999, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Cour internationale de Justice ont organisé un séminaire sur le projet de protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Plus de 60 représentants des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève ont participé à un débat informel.

49. Le programme relatif à la science et aux droits de l'homme de l'Association américaine pour le progrès de la science et Human Rights Information and Documentation Systems International ont lancé un projet triennal pour le suivi des graves violations des droits économiques, sociaux et culturels énoncés par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'un des objectifs du projet est de créer des instruments et mobiliser des ressources permettant de suivre ces violations. Le projet fera largement appel à Internet pour la fourniture d'une formation et d'une assistance technique.

Coopération avec le secteur des entreprises

50. Il est de plus en plus manifeste que nombre de décisions prises par les entreprises sont susceptibles de gravement porter atteinte à la dignité et aux droits des individus et des communautés. Certes, le libre-échange et la compétition au niveau mondial ont permis à certains pays d'accumuler énormément de richesses nationales, mais, dans le même temps, d'autres continuent de s'appauvrir ou doivent lutter pour réaliser de modestes gains. Les pays eux-mêmes, qu'ils soient développés ou en développement, sont de plus en plus préoccupés par le fossé qui ne cesse de se creuser entre riches et pauvres, cependant que la richesse globale augmente. Les causes de cette évolution sont complexes et variées, mais il importe d'y chercher remède. L'activité économique est au coeur du processus de mondialisation en cours et il est dans l'intérêt des protagonistes de réagir de manière à faire en sorte que chacun des citoyens de chaque pays ait le sentiment d'appartenir à la communauté et que tous les droits fondamentaux soient respectés. Heureusement, de nombreux chefs d'entreprise reconnaissent que la viabilité à long terme de leurs activités et la protection future de la valeur réelle de l'investissement pour l'actionnaire sont fonction d'un environnement politique stable régi par une primauté du droit reposant sur les droits de l'homme.

51. C'est dans ce contexte que le Secrétaire général, Kofi Annan, a proposé aux dirigeants d'entreprise du monde entier, réunis à Davos, en Suisse, lors du Forum économique mondial au mois de janvier dernier, un accord mondial fondé sur des valeurs et des principes communs, pour donner un visage humain au marché mondial. Il a invité ces dirigeants, par le biais de leurs sociétés et en constituant des groupements commerciaux, à adhérer à un ensemble de valeurs clefs dans les domaines des droits de l'homme, des normes de travail et de l'environnement et à les promouvoir. En ce qui concerne les droits de l'homme tout particulièrement, le Secrétaire général a demandé aux milieux d'affaires de veiller au respect et à la protection de ces droits au niveau international, dans leurs sphères d'influence respectives, et de faire en sorte que leurs propres entreprises ne se rendent pas complices d'abus des droits de l'homme.

52. L'objectif immédiat de l'accord mondial est d'incorporer des valeurs universelles dans les énoncés de mission des milieux d'affaires; d'adapter les pratiques de gestion en conséquence; et d'échanger les données d'expérience. Le Secrétaire général a demandé aux trois institutions des Nations Unies directement concernées, à savoir l'Organisation internationale du Travail, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de se tenir prêtes à apporter leur concours aux milieux d'affaires et à faciliter le dialogue entre ceux-ci et d'autres groupes sociaux. Un nombre croissant de groupements commerciaux, de secteurs et d'entreprises individuelles ont d'ores et déjà entrepris de formuler ou réviser des énoncés de principes commerciaux et de codes de conduite et d'engager des initiatives s'adressant expressément aux sociétés industrielles afin de mieux sensibiliser les intéressés à ces problèmes et de surveiller l'application de normes spécifiques. Ces initiatives constituent des exemples encourageants de ce qu'il est possible de faire.

53. Le Haut Commissariat assure le suivi de l'initiative du Secrétaire général dans deux domaines. Premièrement, il établit des liens de coopération avec des groupements commerciaux tels que le Business for Social Responsibility, le Prince of Wales Business Leaders Forum, le World Business Council for Sustainable Development, etc. pour encourager les entreprises à prendre des initiatives dans ces domaines. Le Haut Commissariat associe par ailleurs les syndicats et les ONG à cette action. Deuxièmement, sans perdre de vue qu'il incombe principalement aux gouvernements d'assurer la protection des droits de l'homme, le Haut Commissariat examine la question de la responsabilité internationale pour ce qui est des violations des droits de l'homme dont des entreprises se seraient rendues coupables. Le Haut Commis-

saire a demandé aux six organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ainsi qu'aux rapporteurs spéciaux et aux groupes de travail d'étudier les moyens d'assurer au mieux cette responsabilité dans le cadre de leur mandat.

54. La Commission des droits de l'homme et sa Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités examinent également cette question. Dans sa résolution 1998/8, la Sous-Commission a décidé de constituer, pour une période de trois ans, un groupe de travail de session chargé d'examiner les effets des méthodes de travail et des activités des sociétés transnationales sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et du droit au développement ainsi que des droits civils et politiques, et de formuler des recommandations à cet égard. Le groupe de travail se réunira pour la première fois lors de la session de 1999 de la Sous-Commission. Il convient tout particulièrement de relever que la Conférence internationale du Travail a adopté, à sa toute dernière session, la Convention contre les formes les plus intolérables du travail des enfants.

VI. Conclusions

55. Faire en sorte que les droits économiques, sociaux et culturels deviennent une réalité reste une tâche immense. Le présent rapport s'est attaché à souligner les réalisations accomplies au niveau international. Bien que les exemples mentionnés dans le rapport donnent à penser que nous sommes sur la bonne voie pour ce qui est de l'établissement et du renforcement des mécanismes de promotion et de protection des droits économiques, sociaux et culturels, le fait est, par ailleurs, que nous sommes malheureusement loin d'avoir franchi l'étape où les résultats de ces efforts se traduiraient de façon tangible par des améliorations dans la vie des individus. À l'aube d'un nouveau siècle, les violations des droits économiques, sociaux et culturels doivent être considérées comme une atteinte à la dignité humaine. Il importe tout autant que le respect de ces droits soit envisagé comme constituant une partie essentielle de l'instauration d'un ordre économique et social national fondé sur la sécurité, la liberté et l'égalité de tous.

56. Les droits économiques, sociaux et culturels sont des engagements contraignants contractés par les gouvernements, et l'Organisation des Nations Unies est de plus en plus disposée à aider les pays à s'acquitter de ces obligations. Aujourd'hui, l'ONU, non contente d'entreprendre l'importante tâche qu'est le suivi des politiques et des pratiques en matière de droits de l'homme au niveau national, dispense également aux gouvernements un appui pratique visant à

renforcer leur capacité nationale à assurer le respect des droits économiques, sociaux et culturels. Il ne fait pas de doute que cette assistance doit viser de plus en plus à aider les gouvernements à prendre des décisions politiques et budgétaires avisées, susceptibles d'améliorer la jouissance de ces droits. La participation conjointe des programmes de promotion des droits de l'homme et de développement des Nations Unies à ces efforts est indispensable.

57. Et pourtant, en dépit de tous les efforts consentis par les États et de l'assistance fournie par les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies, il ne saurait y avoir de progrès durable dans l'application des droits économiques, sociaux et culturels sans un élargissement de la coopération internationale. La Charte des Nations Unies a établi le principe fondamental de l'action commune pour assurer le respect des droits de l'homme. Aujourd'hui, notre tâche consiste à formuler et à promouvoir des approches novatrices grâce auxquelles cette coopération puisse aboutir à des résultats tangibles, ce qui nécessitera l'engagement et les ressources de tous les partenaires, qu'il s'agisse des gouvernements, des organisations internationales, de la société civile et du secteur privé.

58. L'ONU se doit de donner l'exemple en adoptant d'autres mesures visant à mieux favoriser la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Il importe de définir des objectifs réalistes mais ambitieux pouvant être réalisés dans des délais raisonnables. L'examen au bout de cinq ans de la mise en oeuvre des recommandations formulées par le Sommet mondial pour le développement social, qui s'est tenu en 1995 à Copenhague, et le suivi coordonné des conférences et sommets mondiaux des Nations Unies pourraient servir de cadre en vue de la définition d'objectifs, de la formulation de nouvelles approches et de l'instauration de partenariats concertés. Le Conseil économique et social pourrait jouer un rôle important à cet égard. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme poursuivra ses efforts en vue de la réalisation de progrès véritables dans l'application des droits économiques, sociaux et culturels.

Notes

¹ Dans ses Observations générales, le Comité a également clarifié le contenu du droit à un logement suffisant (4); le droit à un logement suffisant dans le contexte des expulsions (7); les droits des personnes souffrant d'un handicap et des personnes âgées (5 et 6, respectivement). Le Comité a fait entre autres des observations sur la nature des obligations des États parties (3), et l'exercice sur le plan national des droits prévus par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (9).

² Voir Observation générale 6 du Comité des droits de l'homme.

³ Première observation générale du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

⁴ E/CN.5/1999/2.

⁵ E/CN.4/1999/49.

⁶ E/CN.12/1991/1.

⁷ Des membres du Comité se sont rendus en avril 1995 au Panama et en septembre 1997 en République dominicaine.

⁸ E/1999/L.19, par. 3.

⁹ E/1997/22.

¹⁰ Déclaration et Programme d'action de Vienne, partie II, par. 75.

¹¹ Ibid., par. 98.

¹² Ibid., par. 40 et 41.

¹³ Première observation générale du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, *Documents officiels du Conseil économique et social, 1989, Supplément No 4* (E/1989/22), annexe III, par. 6.

¹⁴ Troisième observation générale (1990) du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, *Documents officiels du Conseil économique et social, 1991, Supplément No 3* (E/1991/23), annexe III, par. 10.

¹⁵ *Documents officiels du Conseil économique et social, 1995, Supplément No 3* (E/1995/22).

¹⁶ Voir les rapports intitulés «Coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies dans le domaine suivant : suivi et application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne» (E/1998/60) et «Application des conclusions concertées 1998/2 du Conseil économique et social sur le suivi et l'application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne» (E/1999/83).

¹⁷ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 3* (A/51/3/Rev.1), chap. III, par. 2, conclusions concertées 1996/1.

¹⁸ E/CN.4/1999/48.

¹⁹ E/C.12/1999/5.

²⁰ Ibid., par. 14.

²¹ Voir également le rapport du Secrétaire général à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1999/76).